Gouvernement du Canada | Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Février 2017 : excédent budgétaire de 1,3 milliard de dollars

Le mois de février 2017 s'est soldé par un excédent budgétaire de 1,3 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 3,2 milliards en février 2016. Les revenus ont diminué de 0,4 milliard (1,4 %), alors que la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu a été plus que compensée par la baisse des taxes et droits d'accise, des revenus de cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 1,5 milliard (7,0 %), sous l'effet surtout de la hausse des principaux transferts aux particuliers et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 16 millions.

D'avril 2016 à février 2017 : déficit budgétaire de 11,5 milliards de dollars

Pour la période d'avril à février de l'exercice 2016-2017, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 11,5 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 7,5 milliards pour la même période de l'exercice 2015-2016. Les revenus ont diminué de 0,4 milliard (0,1 %), du fait que la hausse des revenus fiscaux a été plus que compensée par la baisse des revenus de cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 20,0 milliards (8,5 %), sous l'effet de la croissance des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,5 milliard (6,3 %), en raison surtout de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Février 2017

Le mois de février 2017 s'est soldé par un excédent budgétaire de 1,3 milliard de dollars, en baisse de 1,9 milliard par rapport à l'excédent budgétaire enregistré en février 2016.

Les revenus ont totalisé 26,3 milliards de dollars en février 2017, en baisse de 0,4 milliard (1,4 %) par rapport à février 2016.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,2 milliard de dollars (2,1 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (2,4 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (120,3 %).
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,3 milliard de dollars (8,9 %). Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont diminué de 0,2 milliard, les taxes sur l'énergie ont diminué de 16 millions, les droits de douane à l'importation ont augmenté de 24 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,3 milliard de dollars (11,1 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 0,1 milliard de dollars (4,9 %).

Les charges de programmes ont totalisé 23,3 milliards de dollars en février 2017, en hausse de 1,5 milliard (7,0 %) par rapport à février 2016.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (10,6 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (6,3 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard (3,7 %). Les prestations pour enfants ont

augmenté de 0,5 milliard (30,5 %), sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants, qui a remplacé la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants à compter de juillet 2016.

- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (1,6 %).
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, soit les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes, de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (7,3 %) par rapport à l'exercice précédent. Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (27,1 %), en raison des variations du calendrier des transferts d'une année à l'autre et de l'augmentation des transferts de plusieurs ministères.
  - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 17 millions de dollars (0,3 %).

Les frais de la dette publique ont augmenté de 16 millions de dollars (1,0 %).

D'avril 2016 à février 2017

La période d'avril à février de l'exercice 2016-2017 s'est soldée par un déficit budgétaire de 11,5 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 7,5 milliards pour la même période de 2015-2016.

Les revenus ont diminué de 0,4 milliard de dollars (0,1 %), pour atteindre 265,1 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 1,0 milliard de dollars (0,8 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (3,8 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (14,0 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (1,4 %). Les revenus tirés de la TPS ont augmenté de 0,9 milliard (2,8 %), les taxes sur l'énergie ont diminué de 0,1 milliard, les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,1 milliard, et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 0,2 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,4 milliard de dollars (1,9 %).
- Les autres revenus ont diminué de 1,9 milliard de dollars (7,3 %). Cette diminution est surtout attribuable au gain de 2,1 milliards réalisé lors de la vente, en avril 2015, des dernières actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement.

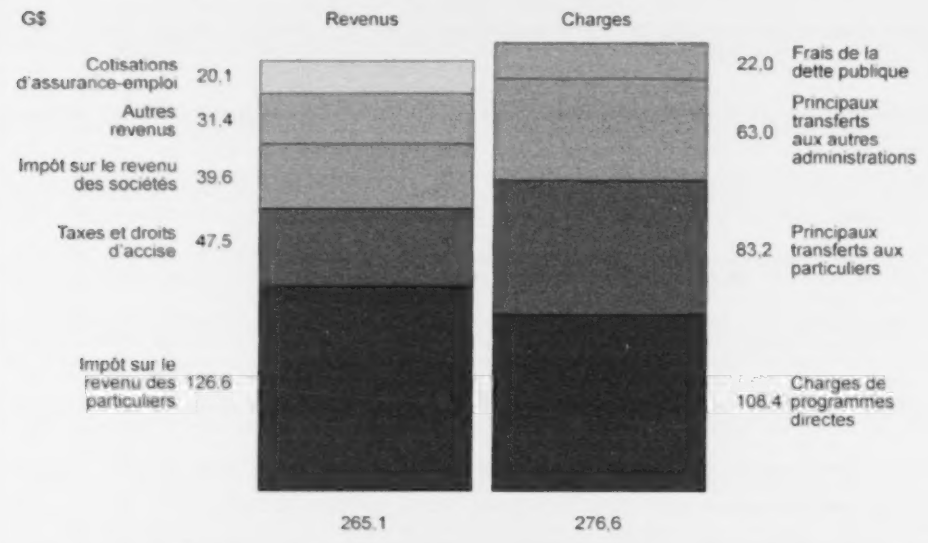
Les charges de programmes ont totalisé 254,6 milliards de dollars pour la période d'avril à février de l'exercice 2016-2017, en hausse de 20,0 milliards (8,5 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 7,3 milliards de dollars (9,7 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,5 milliards (5,9 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,2 milliard (6,7 %), et les prestations pour enfants ont augmenté de 3,7 milliards (22,4 %), principalement sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (4,2 %), en raison surtout des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.

- Les charges de programmes directes ont augmenté de 10,2 milliards de dollars (10,4 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont augmenté de 6,1 milliards de dollars (21,6 %) sous l'effet de différents facteurs, dont le remboursement anticipé d'accords de contribution effectué par Pratt & Whitney Canada en 2015-2016, qui a fait diminuer les paiements de transfert au cours de cet exercice, ainsi que l'augmentation des transferts au titre des réclamations payées et du financement de l'infrastructure au cours du présent exercice.
  - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 4,1 milliards de dollars (5,9 %), ce qui s'explique en grande partie par la hausse des charges des sociétés d'État, des charges de fonctionnement de la Défense nationale et des charges au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,5 milliard de dollars (6,3 %), en raison surtout de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d'avril 2016 à février 2017)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 21,2 milliards de dollars d'avril 2016 à février 2017

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 11,5 milliards de dollars et des besoins financiers de 9,7 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2016 à février 2017 s'est soldée par des besoins financiers de 21,2 milliards, comparativement à des besoins financiers de 14,1 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 27,3 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 21,2 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 6,1 milliards en augmentant la dette non échue de 27,3 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de février 2017, les soldes de trésorerie s'élevaient à 44,0 milliards de dollars, soit 1,1 milliard de plus qu'à la fin de février 2016.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Février		Avril à février	
	2016	**2017**	**2015-2016**	**2016-2017**
Opérations budgétaires				
Revenus	26 648	26 271	265 486	265 116
Charges				
Charges de programmes	-21 764	-23 283	-234 529	-254 572
Frais de la dette publique	-1 679	-1 695	-23 484	-22 002
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 205	1 293	7 473	-11 458
Opérations non budgétaires	-83	-3 048	-21 622	-9 704
Ressources ou besoins financiers	3 122	-1 755	-14 149	-21 162
Variation nette dans les activités de financement	-10 433	120	29 033	27 273
Variation nette dans l'encaisse	-7 311	-1 635	14 884	6 111
Encaisse à la fin de la période			42 835	43 956

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Février			Avril à février		
	2016 (M$)	2017 (M$)	Variation (%)	2015-2016 (M$)	2016-2017 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	10 744	10 522	-2,1	127 587	126 596	-0,8
Impôt sur le revenu des sociétés	6 769	6 930	2,4	38 099	39 564	3,8
Impôt sur le revenu des non-résidents	365	804	120,3	5 883	6 704	14,0
Total des impôts sur le revenu	17 878	18 256	2,1	171 569	172 864	0,8
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 556	2 313	-9,5	31 210	32 069	2,8
Taxes sur l'énergie	455	439	-3,5	5 211	5 136	-1,4
Droits de douane à l'importation	451	475	5,3	4 899	4 992	1,9
Autres taxes et droits d'accise	427	316	-26,0	5 500	5 279	-4,0
Total des taxes et droits d'accise	3 889	3 543	-8,9	46 820	47 476	1,4
Total des revenus fiscaux	21 767	21 799	0,1	218 389	220 340	0,9
Cotisations d'assurance-emploi	2 734	2 431	-11,1	20 506	20 114	-1,9
Autres revenus	2 147	2 041	-4,9	26 591	24 662	-7,3
Total des revenus	26 648	26 271	-1,4	265 486	265 116	-0,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Février			Avril à février		
	2016 (M$)	2017 (M$)	Variation (%)	2015-2016 (M$)	2016-2017 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 885	4 129	6,3	41 592	44 053	5,9
Prestations d'assurance-emploi	1 870	1 940	3,7	17 850	19 051	6,7
Prestations pour enfants	1 493	1 948	30,5	16 407	20 075	22,4
Total	7 248	8 017	10,6	75 849	83 179	9,7
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 836	3 006	6,0	31 189	33 062	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 080	1 112	3,0	11 879	12 236	3,0
Total	3 916	4 118	5,2	43 068	45 298	5,2
Accords fiscaux et autres transferts	1 939	1 731	-10,7	19 500	19 821	1,6
Villes et collectivités du Canada	27	0	-100,0	1 937	2 064	6,6
Abattement d'impôt du Québec	-371	-249	-32,9	-4 081	-4 229	3,6
Total	5 511	5 600	1,6	60 424	62 954	4,2
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire Canada	57	154	170,2	1 019	1 202	18,0
Emploi et Développement social Canada	469	574	22,4	5 328	6 474	21,5
Affaires mondiales Canada	429	273	-36,4	2 831	3 105	9,7
Santé Canada	99	109	10,1	2 652	2 823	6,4
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	370	638	72,4	6 292	7 549	20,0
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	185	498	169,2	938	3 095	230,0
Autres	771	778	0,9	9 019	9 889	9,6

Total	2 380	3 024	27,1	28 079	34 137	21,6
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	823	715	-13,1	7 836	8 414	7,4
Défense nationale	1 949	1 984	1,8	20 660	21 792	5,5
Tous les autres ministères et organismes	3 853	3 943	2,3	41 681	44 096	5,8
Total des autres charges de programmes directes	6 625	6 642	0,3	70 177	74 302	5,9
Total des charges de programmes directes	9 005	9 666	7,3	98 256	108 439	10,4
Total des charges de programmes	21 764	23 283	7,0	234 529	254 572	8,5
Frais de la dette publique	1 679	1 695	1,0	23 484	22 002	-6,3
Total des charges	23 443	24 978	6,5	258 013	276 574	7,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Février		Avril à février	
	2016	**2017**	**2015-2016**	**2016-2017**
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 205	1 293	7 473	-11 458
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-419	-484	-3 979	-3 984
Autres activités d'investissement	-172	-572	-6 111	-8 115
Régimes de retraite et autres passifs	397	294	4 439	6 773
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	-3 596	-4 509	-8 424	-3 363
Opérations de change	3 416	1 856	-11 356	-4 403
Amortissement des immobilisations corporelles	291	367	3 809	3 388
Total des autres activités	111	-2 286	-15 971	-4 378
Total des opérations non budgétaires	-83	-3 048	-21 622	-9 704
Ressources ou besoins financiers	3 122	-1 755	-14 149	-21 162

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Février		Avril à février	
	2016	**2017**	**2015-2016**	**2016-2017**
Ressources ou besoins financiers	3 122	-1 755	-14 149	-21 162
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-1 723	201	15 477	33 941
Bons du Trésor	-5 600	3 300	6 500	-1 600
Titres au détail	-27	-26	-589	-520
Total	-7 350	3 475	21 388	31 821
Emprunts en devises	-387	-4 294	3 447	-3 763
Total	-7 737	-819	24 835	28 058
Réévaluation de swaps de devises	-2 657	1 070	3 718	-966
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-20	-113	702	478
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-19	-18	-222	-297
Variation nette dans les activités de financement	-10 433	120	29 033	27 273
Variation dans l'encaisse	-7 311	-1 635	14 884	6 111

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2016	28 février 2017	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	127 853	131 565	3 712
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	504 068	538 009	33 941
Bons du Trésor	138 100	136 500	-1 600
Titres au détail	5 076	4 556	-520
Total partiel	647 244	679 065	31 821
Payable en devises	22 482	18 719	-3 763
Compte de réévaluation de swaps de devises	8 391	7 425	-966
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	5 047	5 525	478
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 047	4 750	-297
Total de la dette non échue	688 211	715 484	27 273
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	152 227	151 716	-511
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	85 681	92 772	7 091
Autres passifs	5 602	5 795	193
Total des régimes de retraite et autres passifs	243 510	250 283	6 773
Total de la dette portant intérêt	931 721	965 767	34 046
Total des passifs	1 059 574	1 097 332	37 758
Actifs financiers			

Trésorerie et créances	154 688	167 874	13 186
Comptes d'opérations de change	93 539	97 942	4 403
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	115 957	126 037	10 080
Actifs des régimes de retraite du secteur public	1 639	1 639	0
Total des actifs financiers	365 823	393 492	27 669
Dette nette	693 751	703 840	10 089
Actifs non financiers	77 765	78 361	596
Dette fédérale (déficit accumulé)	615 986	625 479	9 493

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 28 février 2017 inclut des gains de 2,0 milliards de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril 2016 à février 2017.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Avril 2017

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2017)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134